

Unité départementale du Val-d'Oise  
5 avenue de la Palette  
95000 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 05 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Storengy**

LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1  
95770 ST CLAIR SUR EPTE

Références : ud95-2022-0555-CPi

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement Storengy implanté LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 ST CLAIR SUR EPTE. L'inspection a été annoncée le 16/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Storengy
- LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 ST CLAIR SUR EPTE
- Code AIOT dans GUN : 0006507291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société STORENGY exploite des installations de stockage souterrain de gaz sur la commune de Saint-Clair-sur-Epte relevant du régime de l'autorisation et classées SEVESO seuil haut.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative ;
- installations électriques ;
- système de gestion de la sécurité (SGS) ;
- détection incendie et gaz ;
- conduite et surveillance des installations ;
- mesures de maîtrise des risques ;
- accessibilité ;
- autosurveillance ;
- plan d'organisation interne.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées (1)
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.2	/	Lettre de suite préfectorale
Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.3.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)</b>	<b>Autre information</b>
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 1.5.1, 1.5.2	/	Sans objet
Système de gestion de la sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.9	/	Sans objet
Détection incendie et gaz	AP Complémentaire du 07/05/2015, article 5	/	Sans objet
Conduite et surveillance des installations	AP Complémentaire du 07/07/2015, article 6	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.1.2	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 9.1.1	/	Sans objet
Plan d'organisation interne	AP Complémentaire du 07/07/2015, article 7	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au cours de l'inspection, des non conformités relatives au suivi des installations électriques ainsi que concernant les fiches de vie relatives aux mesures de maîtrise des risques ont été identifiées et font l'objet de propositions de suites administratives.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 1.5.1, 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1.5.1</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.  <b>Article 1.5.2</b> L'étude de danger est actualisée [...] au moins tous les cinq ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet en décembre 2021 la seconde version de la notice de réexamen relative à l'étude de danger propre aux installations exploitées par la société STORENGY sur la commune de Saint Clair sur Epte. Cette nouvelle version fait suite à la demande de compléments émise par l'inspection lors de la réunion avec l'exploitant en date du 22 novembre 2021. L'instruction de cette notice fait l'objet d'une instruction spécifique et n'appelle pas de demandes complémentaires de la part de l'inspection.  Au cours de la visite de terrain, l'inspection constate la présence des mesures de maîtrise des risques permettant l'exclusion de certains scénarios de l'étude de dangers. Par ailleurs la liste des MMR issue de la procédure SSC-LST-0031 comprend bien ces MMR.  L'exploitant a également transmis à l'inspection un porter à connaissance par courrier daté du 23 décembre 2021 concernant la modification de classement de son installation soumise à la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'instruction de cette modification notable fait l'objet d'une instruction concomitante avec celle de la notice de réexamen précitée et n'appelle pas de demandes complémentaires de la part de l'inspection.  Enfin, l'exploitant confirme à l'inspection que la cessation relative à l'exploitation des installations situées sur la commune de Saint Clair sur Epte n'est pas encore actée. Dans le cadre du contexte politique actuel lié à la guerre en Ukraine, l'exploitant précise également ne pas avoir d'information concernant une potentielle demande de reprise d'exploitation en mode normal. L'inspection rappelle qu'un scénario de reprise en mode normal serait conditionné par la réalisation d'opérations complémentaires notamment celles précisées à l'article 12 de l'arrêté préfectoral daté du 7 juillet 2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve la trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'inspection consulte le tableau de suivi des non conformités électriques faisant état, pour l'année 2022, de 7 non conformités de niveau 3 issues du dernier rapport émis de l'APAVE.  L'inspection constate des non conformités récurrentes concernant en particulier des défauts identifiés sur plusieurs CPI (contrôle permanents d'isolement). L'exploitant indique réfléchir à des actions correctives sans pouvoir présenter à l'inspection de justificatifs correspondants.  <b>Non conformité n°1 :</b> contrairement aux dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2010, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon entretien de ses installations électriques. L'exploitant doit procéder à la régularisation de la situation et assurer la traçabilité des actions correctives qui sont mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Système de gestion de la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit et met en œuvre un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est défini conformément aux dispositions mentionnées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003. [...] Il transmet avant le 1er avril de chaque année au préfet et au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement une note synthétique présentant les résultats d'analyse définie au point 7.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel précité.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection le bilan du système de gestion de la sécurité établi pour l'année 2021. Ce dernier précise que : « En 2021, aucune situation d'absence de MMR lors des contrôles périodiques et aucune défaillance n'ont été rencontrées lors des essais MMRI » et précise par ailleurs : « Des actions ont été décidées à l'issue de cette revue, afin d'améliorer le Système de Gestion de la Sécurité. A titre d'exemple, on peut noter : prévoir et formaliser l'intégration dans le bilan d'exploitation des REX sur les MMR(i) et la fiabilisation du dispositif d'enregistrement des déplacements MMR(i) ». L'inspection consulte le dernier rapport d'exploitation réduite correspondant à la période suivante : 2018 à 2021, et constate l'absence d'une partie spécifique aux mesures de maîtrise des risques (MMR).
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du respect des axes d'amélioration identifiés lors du suivi du système de gestion de la sécurité, notamment à l'occasion du prochain bilan d'exploitation en mode réduit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection incendie et gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de surveillance et de détection prescrits à l'article 7.3.5 de l'arrêté interpréfectoral complémentaire n° A 10338 du 28 mai 2010 sont désactivés dans les bâtiments ne présentant plus de risque de migration de gaz et ne contenant plus d'équipements sous tension. La procédure SSC-PRO-101 fixe la liste des détecteurs, intérieurs ou extérieurs, qui sont maintenus en fonctionnement ou désactivés.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente un tableau de suivi relatif aux contrôles des détecteurs incendie et des détecteurs gaz pour l'année 2021 (la campagne de contrôle pour l'année 2022 étant programmée le 20 juin). L'inspection constate que ce tableau comprend une colonne précisant la nature du constat (non conformité ou remarque) ainsi qu'une colonne précisant la récurrence.  Par sondage, l'inspection demande à voir de quelle manière est tracée l'action corrective menée pour solder le seul constat indiqué en rouge, qualifié en tant que remarque, relatif au feu à éclats et indiqué à résoudre au quatrième trimestre 2021. L'exploitant n'est pas en mesure de retrouver la trace de cette action corrective à partir du tableur présenté mais transmet à l'inspection, à l'issue du contrôle, le justificatif d'intervention daté du 09 février 2022 correspondant au changement de deux feux flash DIE concernés.  Les observations 3.1 et 3.2 formulées lors de la dernière visite d'inspection du 8 juillet 2021 sont levées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conduite et surveillance des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/07/2015, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de la surveillance et de la maintenance des installations hors gaz et des équipements inutilisés sont fixées par la procédure SSC-PRO-101. [...] Les consignes d'exploitation visées à l'article 8.1.1 de l'arrêté interpréfectoral n°1038 du 28 mai 2010 sont mises à jour et transmises à l'inspection des installations classées. Le programme de surveillance des aquifères visé à l'article 8.1.3 est également modifié et transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection le logiciel LORIN SPEC adossé au logiciel PI VISION utilisé sur le site de Saint Clair sur Epte pour assurer la traçabilité des campagnes de contrôles de pression en azote des antennes de puits qui est réalisé selon la procédure SSC-PRO-101 (maintien de la pression entre 0,5 bar et 4 bar).  Par sondage l'inspection consulte les résultats de mesure de pression pour les antennes de puits VN13, VN18 et VN28 conformes à la plage précitée.  L'observation 4.1 formulée lors de la précédente visite d'inspection du 08 juillet 2021 est levée.  L'inspection rappelle à l'exploitant que lors de la dernière réunion annuelle d'exploitation du 26 novembre 2021 il a été indiqué : « Storengy note quelques légères variations sur les pressions dans le niveau Séquanien (dans l'intervalle d'incertitude). Il convient d'assurer un suivi régulier pour confirmer qu'il s'agit simplement d'incertitudes de mesures. » L'exploitant a adressé en retour à la DRIEAT par courrier daté du 21 mars 2022 l'information suivante : « le suivi de la pression sur le puit VN137 montre un signal stable depuis plus d'un an. Nous maintenons la surveillance pour confirmer cette tendance ».  Par sondage l'inspection demande à consulter les derniers résultats de surveillance du puit VN137 et constate que le point le plus bas est à 2,2 bar en date du 2 mai 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.
<b>Constats :</b> Par sondage l'inspection demande à consulter la fiche de vie d'une mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) des ouvrages de surface concernés. L'inspection constate que cette fiche de vie est disponible dans un tableur informatisé uniquement sans visa bien que la procédure STY-PRO-0176 version B précise : « ces fiches de vie sont archivées, visées, après chaque tests dans un classeur.  L'inspection constate également que cette fiche comprend les informations de suivi pour le test réel tel qu'indiqué dans la procédure STY-PRO-0176 version B. L'extrait GMAO n°80000229549 correspondant est indiqué et l'exploitant est en capacité de présenter ce dernier à l'inspection pour consultation du résultat : « correct au premier essai ». Sur demande de l'inspection, au regard des dispositions de la procédure STY-PRO-0176 version B, l'exploitant confirme que cette MMRi fait l'objet de deux tests : <ul style="list-style-type: none"><li>• un test réel fait en indisponibilité (1 fois par an) ;</li></ul>

- un test à blanc fait en fonctionnement (1 fois par an).

L'inspection constate que la fiche de vie relative à la MMRI sélectionnée par sondage ne comprend pas les informations de suivi requises par la procédure STY-PRO-0176 version B concernant le test à blanc. A l'issue de l'inspection, l'exploitant transmet l'extrait GMAO n°80000230102 relatif au test à blanc de la chaîne de détection de cette MMRI concluant au caractère satisfaisant du test.

**Non conformité n°2 :** contrairement aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2010, l'exploitant n'assure pas une traçabilité complète au sein de la fiche de vie des tests réalisés sur la mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRI) des ouvrages de surface concernés.

L'exploitant indique également à l'inspection que le traitement du défaut relevé sur la centrale DIE, faisant l'objet de la non-conformité 5.1 (lors de l'inspection précédente de juillet 2021), a été mis en oeuvre. Il présente l'avis GMAO n°10000634607 ainsi que l'avis de travail 80000220120. L'inspection constate que le compte rendu de l'intervention est joint à cet avis au sein de la GMAO.

La non-conformité 5.1 formulée lors de la dernière visite d'inspection du 08 juillet 2021 est levée.

Au cours de la visite de terrain, l'inspection constate que la procédure SSC-LIST- 0031 version C du 1er juin 2022 comporte le correctif relatif au positionnement réel du détecteur.

L'observation 5.4 formulée lors de la dernière visite d'inspection du 08 juillet 2021 est levée.

**Observation :** Il est demandé à l'exploitant de veiller au maintien de la plaque signalétique des ouvrages de surface concernés par la mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRI).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

#### Nom du point de contrôle : Accessibilité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Voie engins

**Prescription contrôlée :**

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficultés.

**Constats :** Au cours de la visite, l'inspection constate que la voie de circulation et d'accès pour les services d'incendie et de secours est maintenue dégagée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux et niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection le rapport d'autosurveillance établi pour l'année 2021. Ce dernier présente les résultats des mesures concernant les rejets des eaux pluviales et les niveaux sonores. Il convient de rappeler que, dans le cadre de la mise en exploitation réduite du site, les installations de combustion ayant été mises sous cocon depuis 2015, l'application de la prescription fixée à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n°10 338 du 28 mai 2010 est suspendue pendant la phase d'exploitation réduite du stockage souterrain (mesure des rejets atmosphériques).  Concernant les eaux pluviales, le rapport précise qu'aucun paramètre ne dépasse le seuil réglementaire autorisé. Par ailleurs ce même rapport conclut, concernant les niveaux sonores mesurés en limite de propriété, que ces derniers sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/07/2015, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du POI et exercice
<b>Prescription contrôlée :</b> Le POI est mis à jour pour tenir compte de la mise en exploitation réduite du stockage souterrain de gaz naturel et est transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport établissant le bilan du système de gestion de la sécurité transmis par ailleurs à l'inspection (voir fiche spécifique) précise que le dernier exercice en date du 2 juillet 2021 a porté sur le scénario suivant : rupture d'une canalisation aux départs de Rouen et comptage suivie d'une inflammation, rejet horizontal. L'inspection consulte le compte rendu de cet exercice qui précise en conclusion la nécessité de conduire quatre actions : <ul style="list-style-type: none"><li>- action n°1 : préparer un message d'attente générique facilement adaptable aux situations ;</li><li>- action n°2 : mise à jour du POI de Saint Clair sur Epte, avec mise en place de plans avec distances d'effets ;</li><li>- action n°3 : programmation des transferts d'appel DOI et SdC ;</li><li>- action n°4 : mise à jour des listes téléphoniques pour diffusion au DOI, REI, salle de contrôle de Saint Illiers et de Saint Clair sur Epte.</li></ul> Concernant l'action n°3 sélectionnée par sondage, l'exploitant confirme avoir mis en place le transfert d'appel par l'intermédiaire de l'opérateur téléphonique et présente à l'inspection le justificatif de souscription correspondant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet